

Contribution aux débats · CN des 18 & 19 novembre 2025

MOBILISER LE 2 DÉCEMBRE ET CONSTRUIRE LES SUITES !

Mobiliser reste incontournable et urgent. Certes les batailles se multiplient et les replis individuels face au haut niveau de conflictualité sont une difficulté indéniable. Pour autant, investir chaque journée de luttés, penser en plan d'actions est essentiel à la construction des dynamiques permettant de faire vivre les alternatives dans les consciences.

Au Soudan, les massacres de civil-es par les Forces de Soutien Rapide issues des milices responsables du génocide au Darfour ; à Bamako, les violences djihadistes et conflits communautaires isolant la population par un blocus ; la précarité de survie des gazaoui-es dans un cessez-le feu fragile, une occupation élargie et un pays en ruine ; les bombardements israéliens au Liban et la poursuite de la guerre en Ukraine sur fond d'accaparations énergétiques... plombent les aspirations à la paix et aux droits des peuples. En parallèle, la « perspective d'un avenir vivable [qui est] de plus en plus incertaine » soulignée par le secrétaire général de la 30ème conférence des Nations Unies sur le climat confirme le renoncement de trop nombreux états, dont la France, à mettre en œuvre une bifurcation climatique pourtant urgente. Les décisions de la COP 30 ne répondront certainement ni aux enjeux de l'atténuation ni à l'adaptation et risquent de passer à côté des besoins de financements nécessaires pour les pays du Sud global.

Pour autant, dans ce sombre contexte, les mobilisations de la jeunesse à Madagascar, en Serbie, aux Philippines, au Maroc ou encore au Népal ont en commun des aspirations à un changement de paradigme politique pour plus de justice sociale et de démocratie. Preuve que la résignation n'est jamais certaine.

DU 18 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2025

POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF,
PORTEUR D'ALTERNATIVES POUR L'ÉCOLE
ET LA SOCIÉTÉ

VOTER ET FAIRE VOTER
ÉCOLE ÉMANCIPÉE ET HORS TENDANCE

ÉCOLE
ÉMANCIPÉE
et des syndiquées hors tendance

De même, l'élection médiatisée du démocrate Mamdani à la mairie de New York, construite dans l'adversité d'offensives islamophobes, donne à voir de possibles victoires. Le choix de l'unité, d'une communication optimiste portant un programme s'appuyant sur les besoins de la population (logement, transports, fiscalité) a permis de mobiliser le vote des classes moyennes précarisées, des jeunes endetté-es, des travailleurs et travailleuses, des minorités ethniques, des abstentionnistes... Cette réouverture d'une alternative politique montre que la progression réactionnaire et xénophobe n'est pas une fatalité.





Pas de syndicalisme de lutte et de transformation sociale sans syndiqué-es

Face au rouleau compresseur libéral autoritaire et à la menace de l'extrême-droite, la question de la construction de notre organisation est un chantier plus qu'important : prioritaire.

Un nombre d'adhérent-es élevé est incontournable pour être en capacité d'entraîner nos collègues dans les résistances nécessaires, d'obtenir le soutien de l'opinion publique et de peser sur les choix politiques concernant l'école, ses missions, ses personnels, les services publics. Et, plus largement, pour se donner les moyens de faire vivre un autre projet de société juste socialement, écologiquement et respectueux des droits et libertés.

Les différentes attaques du libéralisme et de ses exécutant-es participent sans doute à une baisse des adhésions qui touchent l'ensemble des organisations syndicales.

Attaquées dans leurs missions d'information, de défense des intérêts individuels immédiats des collègues et des règles collectives notamment par la perte de compétences des CAPD, les organisations voient certains personnels prendre leur distance, malgré l'expertise toujours présente.

En difficulté pour obtenir des victoires sociales sur des questions sectorielles comme interprofessionnelles, le mouvement syndical ne fait pas forcément non plus la démonstration concrète de son utilité pour l'amélioration globale de la vie des salarié-es.

Cette double crise n'est pas irrémédiable et notre syndicalisme a les ressources pour inverser la tendance : multiplier au plus près du terrain des contacts individuels comme collectifs pour alimenter les possibles résistances et luttes, exploiter les entrées multiples dans le syndicalisme, se tourner vers la jeunesse, analyser ses propres outils et pratiques....

La syndicalisation est le levier de construction du syndicalisme, outil politique de démocratie et de justice sociale : un sujet dont toute la FSU-SNUipp doit s'emparer.

Au-delà de ses actions propres, la question des dynamiques qui donnent confiance à notre camp social et donc permettent de l'organiser ne peuvent être évacuées.

En ce sens, la construction d'une maison commune de tout le syndicalisme de luttes et de transformations sociales est autant une nécessité politique qu'une opportunité : il s'agit aussi donner envie en donnant espoir.

Difficile d'imaginer réussir à endiguer la progression de l'extrême-droite sans prendre une part active à l'unification du syndicalisme et à la construction d'oppositions politiques.



Cette victoire électorale, comme les mobilisations de la jeunesse, apparaissent comme une bouffée d'oxygène. Elle intervient dans une société ancrée dans des décennies d'attaques sociales, dans une domination idéologique d'un capitalisme violent prêt à installer des régimes autoritaires, voire fascistes pour conserver son modèle et ses privilèges. Alors que l'extrême droite impose ses thématiques dans le débat médiatique, remplaçant l'égalité par l'identité, il nous faut déconstruire cette idée qu'elle serait la seule relève à un monde instable en luttant contre ses impostures mais aussi en œuvrant à imposer un autre récit politique.

Budget : vers un vote de renoncement ?

En France, le projet de loi de finance présenté par le nouveau ex premier ministre S. Lecornu, s'en tenant à de faux changements gouvernementaux, reste fidèle au principe intangible d'un retour à 3% de déficit public. La recette reste la même : réduire les dépenses publiques en évitant au maximum le recours à l'imposition des plus riches, dont la richesse ne cesse de croître. Un budget austéritaire ravageur et injuste, ciblant particulièrement les plus précaires et les femmes. Pour preuve, dans le premier degré, la seule augmentation consentie est celle du nombre d'AESH dont les salaires sont les plus bas de l'éducation nationale, comme pour maintenir et accroître la précarité déjà portée par les femmes. Même la taxe Zucman, pourtant loin d'une radicalité fiscale a été écartée. Une taxe pourtant plébiscitée par 86% des Français-es, ce qui indique une avancée dans la bataille culturelle pour une fiscalité plus juste. Un peu à l'image d'autres choix possibles pour les retraites. A ce sujet, le décalage à 2028 des mesures de la réforme des retraites, obtenu grâce aux mobilisations syndicales, pourrait être interprété comme un petit pas. Toutefois la réalité de cette mesure ne concernera qu'une classe d'âge, très très loin des revendications et enjeux de son abrogation. Quant au projet de loi de financement de la sécurité sociale, il porte, lui aussi, la marque d'un libéralisme autoritaire et violent : stigmatiser et faire payer les malades et les retraité-es et creuser encore davantage les inégalités en particulier dans l'accès aux soins. Le spectre d'un « pays sombrant dans le chaos » en cas de non vote du budget pèse dans les stratégies de certains partis qui vont même jusqu'à s'y associer et contribue, sans doute, à une forme de résignation citoyenne, voire militante.

A cela s'ajoute, pour la première fois, le vote d'un texte porté par le Rassemblement national qui vise à dénoncer l'accord franco-algérien de 1968. Cette union des droites et extrême droites parlementaires, confortant une stigmatisation anti-maghrébine et anti-musulmane, poursuit une normalisation de l'extrême droite, [...]

L'ÉCOLE
ÉMANCIPÉE
POUR ADHÉRER



●●●● fragilisant une démocratie déjà abîmée par des mépris institutionnels devenant ordinaires et des élu·es dont les affaires judiciaires n'étonnent même plus. Cette déconsidération de l'état de droit, dont les multiples remises en cause de la condamnation de Sarkozy témoignent, accentue le risque d'un glissement vers un régime illibéral et autoritaire, facilitant ainsi l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. C'est le cas entre autres de la criminalisation des militant·es : la menace d'un représentant des personnels par un sénateur lors d'un CDEN dans l'Oise, deux jours de garde à vue pour un camarade de Seine-Saint-Denis interpellé en rentrant de la manifestation parisienne du 18 septembre ou encore des manifestant·es chargé·es lors d'un rassemblement pour soutenir les flottilles de Gaza à Toulouse en sont des exemples parmi d'autres. Ils font écho à l'usage illégal et disproportionné de moyens de répressions à Sainte Soline -révélés par Médiapart et Libération- témoignant de violences policières systémiques glaçantes et d'une impunité inacceptable. Par ailleurs, cette toute puissance et ce mépris pour les oppositions, accompagné d'une discrédit des idées et forces de gauches, participent d'un désintérêt du politique – et donc un risque d'abstention – là encore faisant le jeu du RN. L'incapacité actuelle des forces politiques de gauche de s'unir pour porter un projet alternatif et contrer une possible accession de l'extrême droite au pouvoir participe de ce climat peu propice à la mobilisation.

ET POURTANT...

L'espoir soulevé par le mouvement « Bloquons tout » aux lendemains de la rentrée s'est effrité. Mais il a montré que les colères sous-jacentes pouvaient encore se manifester lors d'actions collectives, dans des soubresauts d'auto-organisation dont la FSU-SNUipp et la FSU se sont emparé. Le 18 septembre syndical a confirmé cette dynamique. Et si le 2 octobre dernier n'a pas été le rebond massif espéré, il a permis de donner à voir une opposition syndicale unie et décidée à peser avec une plate-forme d'alternatives fiscales, sociales et écologiques.

Le 2 décembre, prochaine journée de grève interprofessionnelle, constitue une nouvelle date à saisir. Impulser et construire des luttes pour maintenir, avec pugnacité, une riposte salubre reste indispensable.

Nos activités syndicales doivent être dirigées en ce sens. La campagne engagée par la FSU-SNUipp dès le début de l'année exigeant des moyens pour l'école publique et un autre budget reste au cœur de cet automne. La conservation des postes dégagés par la baisse de la démographie scolaire doit permettre une réduction des effectifs, une reconstitution des RASED, de la formation, des moyens nouveaux pour l'inclusion comme pour l'éducation prioritaire de plus en plus passée sous silence. De même, à l'opposé d'un budget annonçant un énième gel du point d'indice, les salaires des AESH, des psy EN et des enseignant·es doivent être revalorisés. La proposition du rapporteur général du budget visant à instaurer un gel des avancements automatiques dans la Fonction publique est une provocation supplémentaire montrant la nécessité de poursuivre nos mobilisations.

Dans le même temps, la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant dont les conclusions doivent être rendues fin novembre, est aussi une entrée à ne pas négliger pour mobiliser. Au-delà d'un détournement des urgences de l'école publique, les premiers retours pointent des transformations inquiétantes. La proposition de travailler cinq jours (et non 4,5 jours) dans un climat d'épuisement et de perte de sens du métier, alors même que la Depp publie un rapport qui révèle que les PE estiment leur temps de travail à plus de 41 heures hebdomadaires, n'est pas acceptable. Elle va alimenter une colère déjà palpable des collègues. La réalité de ce temps de travail invisible sera un des éléments forts à mettre en avant. Dans un contexte où seulement 4% des PE estime que la société valorise leur métier (enquête TALIS), les modifications imposées pourraient être violemment vécues.





De plus, les premières propositions évoquées constituent également une remise en cause du métier de PE : la suggestion de cibler les fameux "fondamentaux" tous les matins et de positionner les autres domaines d'apprentissage les après-midis, vient confirmer une division hiérarchisée des disciplines. Les arts, l'EPS (enfin le sport du coup) ou le théâtre pourraient être exclusivement pris en charge par les associations, les clubs ou les collectivités territoriales, les excluant des missions du service public d'éducation. La pression de performances et de réussites à des tests standardisés se verra renforcée, sur un temps scolaire qui y sera dédié. Au-delà d'une transformation de la pluridisciplinarité du métier de PE, dans un contexte d'une réforme de la formation initiale où les contenus minimisent de plus en plus ces domaines, le risque d'accroissement d'inégalités d'accès à une variété de savoirs et de cultures émancipatrices se profilent. Il nous faudra à nouveau donner à voir le réel du temps de travail et des salaires comme montrer les risques de certaines propositions pour une école émancipatrice pour toutes et tous.

Par ailleurs, les 22 et 25 novembre prochains marqueront un temps fort de mobilisation pour éradiquer les violences faites aux femmes et exiger un budget conséquent alloué à la lutte contre les violences sexuelles. La publication du dernier rapport du HCE révèle non seulement que le nombre de féminicides ne baisse pas, mais qu'en 2024, il a même augmenté de 11% par rapport à 2023. Une hausse qui rappelle que le déni et l'impunité continuent de protéger les auteurs de viols et d'agressions sexuelles.

Dans leur engagement et leur travail quotidiens les militant·es de la FSU-SNUipp, à divers niveaux, entre RIS, stages, tournées d'écoles, campagne de communication, webinaires, prises de parole, publications... montrent un syndicat qui analyse, décrypte, accompagne et porte une alternative argumentée et désirable. Mais aussi un syndicat qui appelle à de nécessaires temps forts et mobilisations pour porter nos projets dans l'espace public et construire des rapports de force. **Débattons du budget et au-delà, discutons des suites, investissons les diverses initiatives, rendons-les festives, imaginons de nouvelles formes ...pour prendre notre part dans la construction d'une autre école, d'une société juste, féministe, écologique et solidaire.**



Cessons de s'en battre les COP !...

Dix ans après les Accords de Paris, ratifiés par 196 Parties, qui fixaient un plan d'action visant à réduire le réchauffement climatique, la limitation de l'augmentation de la température sous la barre des 1,5°C est d'ores et déjà caduque. Les émissions de CO2 liées aux énergies fossiles ne cessent d'augmenter et des seuils irréversibles sont franchis régulièrement (océans, coraux, disparitions de glaciers, déforestations, biodiversité menacée...). Le tout dans un contexte de tournant autoritaire du néolibéralisme et de montée de l'extrême droite où les questions écologiques deviennent soit totalement accessoires, voire niées, soit n'ont comme seules réponses un illusoire techno-solutionnisme qui ne fait que conduire à une accélération des dérèglements. L'absence assumée de Trump lors de la COP 30 rappelle sa politique climato-sceptique emblématique d'une concurrence féroce entre divers impérialismes dans une guerre de contrôle des matières premières. Les nouveaux objectifs de réduction de gaz à effet de serre comme de l'exploitation des fossiles se confrontent aux lobbyings industriels. 1 600 émissaires des multinationales des hydrocarbures sont invités à la COP de Bélem... alors que les autochtones brésiliens victimes du ravage de leurs terres et des forêts sont confinés à l'entrée.

Alors que les épisodes caniculaires, les inondations ou les ouragans se multiplient, la question de l'adaptation devient également un enjeu de justice climatique. Ce sont les classes populaires et les pays du Sud global qui subissent d'abord les conséquences ; mais là encore la prise en charge du financement climatique due par les pays riches fait l'objet de blocage, la France en tête qui ose proposer des prêts, endettant encore d'avantage les pays pauvres. La COP 30 risque encore de déboucher sur des petits pas, lâchés par le capitalisme, bien trop insuffisants pour prendre la mesure des nécessaires adaptations et bifurcations écologiques.

La responsabilité du syndicalisme, au côté des autres actrices et acteurs des mouvements sociaux et politiques, est forte. Non seulement pour lier les questions démocratiques, sociales et écologiques, mais également avec la question du travail. La campagne de l'AES sur le bâti scolaire est un très bon exemple dont les élections municipales à venir sont une occasion de prolongement.



L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

c'est aussi une revue et un site internet

ecoleemancipee.org

